



HAL
open science

“ Revanche des clones ou grandeur (?) et servitudes d’une recherche française en mode états-unien ”

Bernard Sionneau

► To cite this version:

Bernard Sionneau. “ Revanche des clones ou grandeur (?) et servitudes d’une recherche française en mode états-unien ”. *Le Management Responsable: Approche Critique et Transculturelle*, ellipses, Coll. Gestion, 2017., pp.168-183, 2017. hal-03354452

HAL Id: hal-03354452

<https://hal.science/hal-03354452>

Submitted on 27 Sep 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

« Revanche des clones ou grandeur (?) et servitudes d'une recherche française en mode états-unien (1) »

Bernard Sionneau

Résumé : Tout comme la compréhension, en France, des raisons profondes et internes (politiques et sociales), qui ont amené les Etats-Unis à « changer les règles du jeu capitaliste » est rarement connue, sinon comprise (1), le basculement de l'université américaine vers l'entreprise qui est profondément lié aux causes du changement économique susmentionné, est tout aussi méconnu. Son exposition semble toutefois indispensable dans la mesure où les élites européennes ayant décidé d'embarquer leurs populations dans un modèle économique incompatible avec une pratique éclairée de la démocratie, mais aussi avec ce qu'elles persistent à appeler « responsabilité sociale des entreprises » et « développement durable » (2), leur importation irréfléchie - au niveau de ses conséquences sociétales - du modèle universitaire américain asservi à l'entreprise pour raison affichée de « compétitivité » (et pour motivation profonde d'enrichissement personnel ?) repousse toujours plus loin les horizons pourtant indispensables d'un aggiornamento intellectuel tiré par les universités, à la hauteur des défis planétaires que « l'hédonisme égoïste (3) », la concurrence de tous contre tous et l'enrichissement sans limites de quelques-uns au détriment du plus grand nombre, ne permettent déjà pas de relever.

*Extrait de Bernard Sionneau, « L'université publique française se met à l'heure de la privatisation à l'Américaine, sans évaluation de ses potentielles externalités négatives pourtant déjà bien connues outre-Atlantique », in chapitre 8 : Reîtres et Sicaire Conceptuels de la Globalisation », *Le Management Responsable : Approche Critique et Transculturelle*, ellipses, Coll. Gestion, 2017, pp. 168-183.
ISBN: 9782340-016217.

(1) Pour comprendre les causes et conséquences sociétales du passage, aux Etats-Unis d'un « *stakeholder capitalism* » au « *shareholder capitalism* », cf. Jean-Marc Figuet et Bernard Sionneau, "Boosting, then Trampling the Moral Contract: How Financialized Globalization Gave Birth to Corporate Social Irresponsibility" In Hubert Bonin & Paul Thomes editors, *Old Paternalism, New Paternalism, Post-Paternalism (19th-21st Centuries)*, Brussels: Peter Lang, pp.305-332, http://classiques.uqac.ca/contemporains/sionneau_bernard/FIGUET_SIONNEAU_PATERNALISM_II_USA_22_June_2011.pdf.

(2) Cf. Bernard Sionneau, chapitre 6 « Economie de la Prédation et de la Déprédation », in *Le Management Responsable : Approche Critique et Transculturelle*, Paris : ellipses, coll. Gestion, 2017, pp. 101-119.

(3) Sur le sens du concept et la différence fondamentale avec « l'hédonisme universaliste », cf. Francisco Vergara, *Introduction aux fondements philosophiques du libéralisme*, Paris : La Découverte/Essais, 1992, p. 109. Et « Les fondements éthiques de l'ultra-libéralisme économique états-unien », <https://worldissuesandservices.org/2019/01/01/les-fondements-ethiques-de-lultra-liberalisme-economique-etats-unien/>

Texte : Au cours des années 1980, le nouveau modèle universitaire qui se met en place aux Etats-Unis essaime progressivement dans tout le pays ; il soumet les établissements d'enseignement supérieur au respect des idées de ses contributeurs privés, écartant par là même tout réflexion critique sur la logique et les finalités du nouveau système économique (« *shareholder capitalism*¹») dans lequel il s'inscrit. Comme le déclare William Grala, alors *vice-president for public affairs* du laboratoire pharmaceutique *Smith-Kline*, les sommes investies dans les projets académiques servent à « préserver le système et à consolider le capitalisme démocratique ». L'argent de l'entreprise va donc aux chercheurs qui publient des contenus fournissant une explication théorique adéquate du capitalisme démocratique et intellectuellement acceptable pour la communauté académique². Des fondations

¹ Cf. cf. Jean-Marc Figuet et Bernard Sionneau, "Boosting, then Trampling the Moral Contract: How Financialized Globalization Gave Birth to Corporate Social Irresponsibility", op. cit. http://classiques.uqac.ca/contemporains/sionneau_bernard/FIGUET_SIONNEAU_PATERNALISM_II_USA_22_June_2011.pdf.

² Cité in Lawrence C. Soley, *Leasing the Ivory Tower: The Corporate Takeover of Academia*, Boston: Massachusetts, South-End Press, 1995, p. 11. Lawrence C. Soley (1995) est l'un des premiers chercheurs à avoir fait une investigation approfondie du phénomène et de ses conséquences académiques aux Etats-Unis sur plusieurs décennies². Cela a d'ailleurs motivé Jeffrey J. Williams (2012) à le citer comme l'un des précurseurs de ce qu'il appelle les « *critical university studies* » [...] « abordant la question de la place des universités dans les transferts de technologie vers les entreprises et l'avènement de politiques managériales empruntées aux entreprises en lieu et place de la gouvernance académique traditionnelle », in Jeffrey J. Williams, "Deconstructing Academe: The birth of critical university studies", *The Chronicle of Higher Education*, February 19, 2012. Voici ce que Williams écrit en introduction de son article: "Over the past two decades in the United States, there has been a new wave of criticism of higher education. Much of it has condemned the rise of "academic capitalism" and the corporatization

conservatrices investissent dans des programmes ou des chaires d'enseignements tout entiers consacrés à la promotion de leurs idées³. Dans le même temps, le nouveau modèle universitaire américain soumet les universités publiques aux critères de rentabilité imposés par leurs investisseurs et aux formes entrepreneuriales associées de management.

Si l'on prend le cas de *l'Université de Californie à Los Angeles (UCLA)* qui appartient au système public d'enseignement supérieur de cet Etat, la transformation est radicale, à l'époque. Selon Lawrence C. Soley (1995), « Les entreprises contractent avec les universités pour la recherche, engagent leurs enseignants comme consultants, financent des postes ou des chaires d'enseignement. Des fondations d'entreprise établissent de véritables fiefs qui fonctionnent indépendamment du campus d'UCLA, et des chefs d'entreprises emblématiques deviennent les conseillers de départements universitaires qui portent leurs noms. »⁴. Mais d'autres établissements vont encore plus loin. Si l'on considère l'exemple de *Glassboro State College*, dans le New Jersey, ce dernier change de nom et devient *Rowan University* après avoir reçu un don de 100 millions de dollars fait par l'industriel Henri M. Rowan, le fondateur d'une entreprise de hauts fourneaux. Sur cette somme, 3 millions de dollars sont réservés pour des bourses accordées aux enfants des salariés de Rowan. Leur versement est, cependant, explicitement soumis à une condition politique : la non-participation des parents d'enfants boursiers à une activité syndicale. Une clause d'attribution est d'ailleurs formulée de la façon suivante : les bourses seront versées aux enfants d'employés « qui ont travaillé harmonieusement⁵ avec leur entreprise » et non à ceux qui « ont gagné leur contrat par la menace et la grève »⁶. A l'époque, les autorités administratives de Glassboro College n'ont aucun mal à accepter cette politique discriminatoire et la justifient dans les termes suivants : « Les dons ciblés sont parfaitement acceptables, tant qu'ils ne contreviennent pas aux intérêts de l'université »⁷. Il faudra l'intervention des parlementaires de l'Etat, des syndicats et des médias pour que Rowan accepte de mettre un terme à cette politique discriminatoire, ouvrant l'accès aux bourses à tous les enfants des salariés de son entreprise. Le changement est d'autant mieux accueilli que les frais de scolarité des étudiants explosent littéralement dans les universités publiques (170% entre 1980 et 1992), sous la pression des réductions budgétaires mais également des dépenses de recherche destinées à satisfaire les attentes du secteur privé. Car il faut non seulement des laboratoires parfaitement équipés pour produire de la recherche publiable et brevetable, mais il faut également recruter davantage d'enseignants pour permettre à ceux qui font de la recherche d'avoir des charges de cours beaucoup moins lourdes, tout en assurant à ces derniers des revenus qui vont les attirer ou les retenir. Toutefois, contrairement aux objectifs annoncés de mise à disposition de la recherche universitaire à la compétitivité des

of the university; a substantial wing has focused on the deteriorating conditions of academic labor; and some of it has pointed out the problems of students and their escalating debt. A good deal of this new work comes from literary and cultural critics, although it also includes those from education, history, sociology, and labor studies. This wave constitutes what Heather Steffen, a graduate student in literary and cultural studies with whom I have worked at Carnegie Mellon University, and I think is an emerging field of "critical university studies."

³ Bernard Sionneau, «Fondations et Boîtes à Idées de la Révolution Conservatrice », in *La Construction du Conservatisme Moderne aux Etats-Unis*, Paris : L'Harmattan, 2012, pp. 123-164. Cf. « Financer la Prise de Pouvoir du Monde des Affaires – Les Fondations Familiales Conservatrices et Libertariennes aux Etats-Unis », <https://worldissuesandservices.org/2019/01/14/9-financer-la-prise-de-pouvoir-du-monde-des-affaires-les-fondations-familiales-conservatrices-et-libertariennes-aux-etats-unis/>

⁴ Lawrence C. Soley, *Ibid.* p. 6.

⁵ La notion d'« harmonie » est ici particulièrement intéressante, car elle est à l'époque, (et reste encore aujourd'hui) très populaire chez les conservateurs américains et davantage encore chez les « libertariens ». Ces derniers l'associent à Frédéric Bastiat qui figure dans leur panthéon d'auteurs de référence. Dans un ouvrage paru en 1849 et intitulé *Harmonies économiques*, Frédéric Bastiat (1801-1850) décrit le fonctionnement « harmonieux » de l'économie lorsque l'Etat n'intervient pas. Cet auteur est l'un des fondateurs de la « théorie de l'harmonie des intérêts » selon laquelle l'intérêt individuel coïncide systématiquement avec l'intérêt collectif et l'intérêt des ouvriers avec celui des patrons. Dans ses écrits, il s'efforce de démontrer que les mesures de l'Etat destinées à résoudre des problèmes économiques et sociaux usurpent les droits naturels des citoyens (violent notamment la liberté et la propriété privée) et produisent plus de mal que de bien.

⁶ Cité in Lawrence C. Soley, *op. cit.*, pp. 7-8.

⁷ *Ibid.*

entreprises états-uniennes, une étude du Congrès réalisée en 1989 fait état de résultats surprenants : au MIT, établissement prestigieux ayant mis au point une unité de commercialisation de sa recherche (« *Industrial Liaison Programme – ILP* »), les entreprises japonaises qui, à l'époque comptent parmi les principaux concurrents des entreprises américaines, ont accès, pour un forfait de 50 000 dollars seulement, à de la recherche dont le coût s'élève à 500 millions de dollars annuels financés à 86% par le gouvernement américain (les contribuables) et par les frais de scolarité⁸.

Avec la combinaison (confusion ?) des intérêts et budgets en provenance des secteurs publics et privés au sein des établissements d'enseignement supérieur, se profile également une mutation de leurs plus hautes fonctions administratives mais aussi de leur corps enseignant.

Les présidents d'université, tout d'abord, dont les décisions influencent la vie académique de leurs établissements, sont recrutés davantage pour leurs connexions avec les milieux politiques et des affaires, ouvreurs de portes aux financements publics et privés, que pour leur parcours universitaire. On voit donc dans ces postes, choisis avant tout pour leurs réseaux et leur capacité à lever des fonds, d'anciens responsables de fondations privées, des anciens PDG de grandes sociétés cotées ou d'anciens parlementaires ou gouverneurs d'Etats (David L. Boren, président de l'Université d'Oklahoma en 1994, très proche des intérêts pétroliers). Lorsque ce n'est pas le cas, ce sont moins les qualités d'enseignants et de chercheur, mais davantage la capacité à construire un parcours administratif consensuel et gratifiant (pour toutes les parties prenantes impliquées dans la sélection), qui détermine le choix d'un président.

Le cas de John Silber, ancien responsable de département puis Directeur Général de l'Université du Texas, qui devient président de *Boston University (BU)* en 1971, est sur ce point, instructif. Malgré la minceur de ses contributions académiques, il s'avère être un formidable « *leveur de fonds* » qui parvient à faire passer le volume de dotations privées de BU, de 19 millions de dollars à 371 millions. Malheureusement pour les étudiants, cet argent ne semble pas trouver le chemin de leurs poches ni celles de l'Université (leurs frais de scolarité triplent sur dix ans, et il faut multiplier par trente la dette de l'université⁹). Au cours des années 1980, les dotations privées financent, entre autres, des *think tanks* conservateurs associés à la volonté de faire du *College of Communication* de BU une référence nationale. S'installent ainsi sur le campus le « *Center for Defense Journalism* », le « *Disinformation Documentation Center* » et l'« *Institute for the Study of Ideology, Conflict and Policy* » toutes entités destinées à combattre les « biais libéraux » (de gauche aux Etats-Unis) dans les médias américains, en droite ligne avec l'agenda conservateur national; sont également dispensés à BU des enseignements comme « *Reporting Military Affairs* » dans le département de journalisme, destiné à « transformer le regard des journalistes sur l'institution militaire » et, selon la remarque critique d'un professeur « non à former de bons reporters »¹⁰. L'insistance de Silber lui-même à impliquer, en 1987, le *College of Communication* dans un projet d'enseignement des techniques du journalisme à des moudjahidines afghans formés au Pakistan, associé à une dotation de 500 000 dollars de la part de l'*United States Information Agency*, et cela malgré l'opposition du corps enseignant, provoque la réaction du président de l'*American Society of Newspaper Editors* qui l'accuse de « faire le lit de l'agence de propagande américaine » et motive le départ du sponsor principal du programme, la *Hearst Corp.'s King Features*. A cet agenda médiatique ouvertement conservateur, Silber ajoute son propre veto à l'entrée, sur son campus, de nouveaux axes de recherche que sont, à l'époque, la théorie critique, le féminisme, le multiculturalisme. Avec Silber, la vie académique de *Boston University* est donc dominée par les idées conservatrices et

⁸ Ibid., p. 12.

⁹ Ibid., p. 22.

¹⁰ Ibid., p. 23.

un biais ouvertement pro-entreprises, qui est illustré par le nombre de chaires financées par les milieux d'affaires. Mais Silber cultive également des liens solides avec le monde politique lui permettant de voir figurer son établissement au 2^{ème} rang des universités qui reçoivent le plus d'argent public de l'Etat fédéral en 1992 (soit 29 millions de dollars). Pour ses capacités à faire rentrer de l'argent dans les coffres de BU, sans pour autant avoir fait progresser la qualité académique générale de cette université, Silber percevra 414 715 dollars en salaire et bonus pour l'année 1991-1992. L'année suivante verra sa rémunération progresser très fortement, atteignant 776 963 dollars grâce à un bonus de 300 000 dollars. A ces émoluments confortables, il faut également ajouter l'achat d'un hôtel particulier bien en dessous des prix du marché grâce à un prêt à taux préférentiel, une maison sur le campus qui est sa résidence principale et appartient à l'université, une voiture avec chauffeur, un budget pour les sorties, etc.

Dans les années 1980 et 1990, les revenus à six chiffres des présidents d'établissements d'enseignement supérieur deviennent la norme, émulant l'inflation des salaires des *Chiefs Executive Officers (CEOs)* de grandes entreprises dont ils sont très proches (nombre d'entre eux sont d'ailleurs d'anciens CEOs). Les mêmes explications sont fournies pour en légitimer l'attribution ; il existe un véritable *marché* international où les entreprises et les universités sont en concurrence pour attirer les meilleurs candidats qui peu, ou prou, font des métiers qui se ressemblent : attirer des investisseurs, les fidéliser en développant la conception de nouveaux produits grâce à la R&D dont la chaîne de valeur inclut de véritables stratégies de communication (s'appuyant sur la publication « rankée ») et de mercatique ; quant à la partie éducative, ce n'est plus vraiment une priorité, malgré la généralisation de systèmes d'évaluation des cours par les étudiants qui, présentés comme des outils de contrôle de leur qualité, offrent également la possibilité de garder les enseignants dans le rang en les soumettant à l'incertitude des résultats.

Simultanément, et alors que tout est fait pour transformer les universités en *entreprises*, s'installe dans ces établissements, comme dans l'économie générale du pays, *une culture de l'avidité et du mercenariat* qui n'épargne pas **les enseignants**, du moins ceux dont la recherche est susceptible d'intéresser le secteur privé ainsi que les branches associées à des domaines publics comme la défense. En parallèle à l'inflation des émoluments pour ces populations, calqués sur ceux des entreprises pour lesquelles ils travaillent souvent déjà, se généralisent des formes de management empruntées au secteur privé. De fait, le recrutement des enseignants-chercheurs, tout comme leur parcours universitaire doit pouvoir faire l'objet d'une évaluation, d'une traçabilité, et d'un « *reporting* » constants, qui permettront aux apporteurs de capitaux de sélectionner, « *en toute transparence* » les établissements et leurs unités de recherche susceptibles de fournir le meilleur rapport coûts/bénéfices. Dans cette logique, empruntée aux audits comptable, financier et RH dont les entreprises cotées sont familières, les systèmes d'évaluation mis en place, tout comme les formats des rapports qui en découlent, privilégient les données chiffrées, plus simples à récolter (pour les auditeurs et les médias), fournissant également l'apparence d'une plus grande objectivité. Les conséquences de ces choix sont multiples. Ce sont tout d'abord les secteurs de la recherche associés aux « *sciences dures*¹¹ (sciences de la nature) » et dont les résultats brevetables peuvent donner naissance à des produits ou services largement commercialisables, qui ont la faveur des investisseurs. Ce sont, ensuite, les secteurs de la recherche associée aux « *sciences molles* (sciences de l'homme et de la société) » qui ont la faculté de démultiplier, tout en en justifiant la légitimité, les ressources financières associées aux innovations des « sciences dures », qui sont ensuite privilégiés... En bref, tout ce qui peut « *mettre de l'huile* », non seulement dans les mécanismes de l'économie

¹¹ Sur ce que Laurent Muchielli appelle « **la vulgate** » opposant « **Sciences dures** » (sciences de la nature) et « **sciences molles** », (science de l'homme et de la société), lire « Sciences dures et sciences molles ont une démarche commune » in, Propos recueillis par Nicolas Chevassus-au-Louis in *La Recherche* n°386, mai 2005, p. 59.

tirée par la finance globale, mais aussi dans le management taillé sur mesure des organisations qui en sont les centres névralgiques. Toutefois, dans la mesure où ce sont les « sciences dures » qui ont la faveur des investisseurs et sont au cœur des innovations dans l'industrie et les services, nombre de chercheurs en « sciences molles » par conviction ou « utilité espérée », vont s'efforcer de faire rentrer leurs disciplines dans le moule de cette « nouvelle culture scientifique pratico-formelle »¹², tout entière mobilisée au service d'une financiarisation de l'humain, de ses activités et de son environnement. On assiste alors, à partir des années 1980, à une mathématisation croissante de la recherche en économie¹³, finance et gestion qui envahit même les domaines de la science politique ou de la sociologie ; et avec cette tendance, la multiplication d'études « *équationnées* » ou quantitatives¹⁴ et le recrutement préférentiel, dans les universités ou les Business Schools, d'enseignants-chercheurs qui en maîtrisent les techniques.

De façon concomitante, l'impératif, pour les chercheurs en « *sciences dures* », de publier et de faire breveter leurs innovations dans un contexte de concurrence globale et dans des rythmes toujours plus rapides pour s'en assurer la propriété et en tirer profit, à deux conséquences : la première, concerne le format et la temporalité requise pour l'obtention des diplômes ; ils sont raccourcis et mis aux normes états-uniennes par le fait de la domination scientifique d'un pays qui est également le leader économique du monde capitaliste ; le doctorat est prévu pour être fait en 8 années à partir de l'entrée à l'université (réforme LMD en France) et 3 ans sont jugés suffisants pour rédiger une thèse courte (finies les « thèses d'Etat françaises » de 700 ou 1000 pages rédigées sur 10 années) dont les parties doivent pouvoir être publiées dans des revues « *rankées* » et la recherche exploitée à des fins brevetables et commerciales. La seconde conséquence de cette accélération concernant le tempo de la recherche, c'est une incitation, pour les chercheurs en « *sciences molles* » à synchroniser leur rythme de recherche et de publication avec ceux des chercheurs en « *sciences dures* », tout en privilégiant des méthodes et des formats dont les résultats sont aisément accessibles. L'anglais (américain) étant la langue de l'économie globalisée, également utilisée par les chercheurs du monde entier pour communiquer, s'impose dans la recherche et avec elle une certaine façon de présenter des « *papiers* » (*research papers*) : les résultats sont immédiatement annoncés en début de communication (courte de préférence) suivis par des démonstrations où triomphent, soit la virtuosité statistique, soit la capacité à aligner des formules mathématiques dont la plus ou moins grande complexité atteste de la qualité « scientifique » du propos. Dans ce type de production écrite, le texte littéraire est souvent réduit à sa plus simple expression (selon les disciplines), parfois résumé dans ce qui s'apparente à un « *Executive Summary* » un impératif qui est parfois une nécessité, vu le peu de temps que peuvent consacrer les professionnels d'entreprises (eux-mêmes sous « *reporting* » constant) à la lecture de documents et, parfois, le faible niveau de langue de nombre d'« experts quantitativistes ». Simultanément, les recherches et études critiques produites dans des ouvrages se font toujours plus rares dans les départements d'économie et de gestion (on ne peut leur attribuer de facteur d'impact comme pour les revues). Assurés de ne pas être publiés ou cités par le plus grand nombre (« *h-index* »¹⁵)

¹² Roland Gori, « Pour conclure : la valeur est-elle soluble dans la pensée des affaires ? », in Alain Abelhauser, Roland Gori, Marie-Jean Sauret, *La folie évaluation : les nouvelles fabriques de la servitude*, Paris : coll. Essai, Mille et Une Nuits, 2011, pp. 168-169.

¹³ Sur la question, on lira avec profit : Georgio Israël, *La mathématisation du réel*, Paris, Editions du seuil, 1996 et Bernard Guerrien, *L'illusion économique*, Sophia-Antipolis : Les essais/omniscience, 2007.

¹⁴ Avec l'humour qui le caractérisait, Bernard Marris écrivait : « La rhétorique de la statistique et du chiffre est celle de la neutralité et de l'objectivité, de la non-émotion [...] de l'impartialité », in *Des Economistes au-dessus de tout Soupçon*, Paris : Albin Michel, 1990, p. 18.

¹⁵ Comme le précise Yves Gingras, « L'indice *h* est défini comme étant égal au nombre d'articles *n* qu'un chercheur a publiés et qui ont obtenu au moins *n* citations chacun depuis leur publication. Par exemple, un auteur qui a publié 20 articles parmi lesquels 10 sont cités au moins 10 fois chacun aura un indice *h* de 10 », « L'épidémie de l'indice *h* » in Yves Gingras, *Les dérives de l'évaluation de la recherche : Du bon usage de la bibliométrie*, Paris : Editions Raisons d'Agir, 2014. Et en

si leurs papiers ne comportent pas les idées et références bibliographiques requises par les « courants dominants » et donc les approches théoriques et méthodes scientifiques « autorisées » par les comités scientifiques des revues « rankées » et très « disciplinées », les chercheurs, dans ces disciplines, ressemblent vite à des clones¹⁶ (certains admettent ouvertement n'être que des « suiveurs »). Recrutés pour ce type de profil (les profils « *divergents* » ou « *atypiques* » sont presque systématiquement écartés) et tout de suite intégrés dans des équipes de recherche dont la principale activité est la « *manufacture* » de publications formatées, ils seront évalués selon leur « *productivité* » et le « *rendement* » de leurs activités, fournissant par là même toutes les données quantifiables indispensables aux classements internationaux de leurs établissements (accréditations, classement de Shanghai, classements multiples dans la presse économique et financière). Avides de toucher les bénéfiques (primes à la publication, direction de chaires, participation à des conseils d'administration, ou pratique du conseil privé, etc.) associés au soutien conceptuel et technique à une globalisation tirée par la finance, ces « chercheurs » renoncent, par là même, au rêve humaniste d'une « *université universelle* » et abdiquent, sans état d'âme, toute ambition de questionnement et de distanciation critique concernant la logique, les finalités et conséquences sociétales du système politico-économique et des Pouvoirs qu'ils servent.

Ce faisant, s'il existe bien un « *miracle* » associé à cette économie financiarisée qu'un Alain Minc appelait de ses vœux dès le milieu des années 1980¹⁷, il réside, peut-être, moins dans la réussite de l'économie américaine dont les ressorts réels semblent échapper à ses sectateurs hexagonaux comme nous l'avons expliqué¹⁸, que dans les prébendes particulièrement élevés qu'il assure à ceux qui en légitiment, *intellectuellement*, les « *commandements* », et, à ceux qui en assurent, *politiquement*, la mise en œuvre. On peut même affirmer que les revenus issus de la finance « *les ont rendus fous* ». Economistes/banquiers et enseignants-chercheurs¹⁹ dans les domaines les plus associés à l'optimisation fiscale ou à la spéculation financière au sein de business schools ou départements universitaires, journalistes et personnalités politiques ou

complément, l'ouvrage déjà cité d'Alain Abelhauser, Roland Gori et Marie-Jean Sauret, *La folie évaluation : les nouvelles fabriques de la servitude*.

¹⁶ Pour Pascal Lefebvre, dans un éditorial de la revue *Gérer et Comprendre* (Annales des Mines), n°115, mars 2014 : « Selon nos censeurs vétilleux, hors des revues américaines, point de publication qui vaille, donc point de carrière académique qui se puisse bâtir et point de notoriété qui dépasse le cénacle des initiés à ces langues désormais quasi mortes que sont, parmi tant d'autres, le français, l'allemand ou le russe. Il n'est pas ici question d'une nostalgie s'attardant sur une prétendue gloire passée, mais bien du souci de la qualité de la recherche : une pensée formatée peut-elle être féconde en matière de gestion? Nous ne parlons pas ici de physique fondamentale, pour laquelle la formalisation mathématique s'est avérée non seulement indispensable pour communiquer entre chercheurs, mais porteuse de réalisations concrètes : sans Heisenberg et ses équations, point de transistor et donc de société de l'information. Nous parlons de cette pensée gestionnaire, standardisée et formatée, véhiculée, entre autres, par bien des MOOCs : que prétend-t-elle apporter à la compréhension des systèmes complexes que sont nos organisations ? Qu'apportent ces publications qui creusent, avec plus ou moins de talent, toujours les mêmes sillons dans un champ parfaitement borné ? Laminées les différences de cultures, étouffées les originalités locales, balayées les découvertes parce qu'émergeant du local ? Qu'importe le gâchis de talents, les territoires nouveaux, ouvrant le champ de la connaissance à la boulimie marchande doivent coûte que coûte être homogénéisés pour être profitables. La recherche en gestion doit-elle donc renoncer aux chemins de traverse, aux cheminements isolés, aux trajectoires improbables pour n'être plus que la psalmodie servile de dogmes imposés, quitte à périr ici faute de s'imposer là-bas ? »

¹⁷ Ne pouvait-on lire, en 1985, sous la plume de l'essayiste Alain Minc, les lignes suivantes : « La réussite des Etats-Unis exerce une pression diffuse pour nous obliger à combattre nos propres rigidités. Saluons le miracle ; acceptons le mystère ; et, surtout, suivons l'exemple. », in *L'Expansion*, 8 février 1985, p. 129, cité in Richard Farnetti et Ibrahim Warde, *Le Modèle anglo-saxon en question*, Paris : Economica, 1997, p. 5.

¹⁸ Cf. Bernard Sionneau, « Le « Keynésianisme militaire à la rescousse de la compétitivité états-unienne », in « Utiliser le diagnostic mondiologique pour dire les impasses sociétales du 'Capitalisme de Casino' », 12 mars 2019, <https://worldissuesandservices.org/2019/03/12/6-utiliser-le-diagnostic-mondiologique-pour-dire-les-impasses-societales-du-capitalisme-de-casino/>.

¹⁹ Cela se vérifie sur les seuls salaires servis en Finance/Banque/Immobilier/Assurance dans les Business Schools, in Jessica Brown (Senior Manager, Knowledge Services, AACSB International), "Professor Salaries by Discipline Set—What's the Trend?", *enewsline*, January 2013.

administratives, tous se « *gavent* ²⁰ » littéralement depuis plusieurs décennies, aux côtés des maîtres qu'ils ont choisis de servir, et ce aux dépens des populations du globe, sinistrées par les crises bancaires et financières à répétition toujours plus graves dont ils sont les complices - populations régulièrement condamnées à la rigueur et l'austérité pour en acquitter financièrement les accidents. Dans le même temps, légitimant la socialisation des pertes de leurs maîtres en expliquant qu'elle n'est redevable qu'à l'inefficacité du *Politique* et des Etats, ils oublient de préciser que cette impuissance a été achetée par l'intermédiaire de la présence des représentants des milieux d'affaires dans les sphères des parlements, des gouvernements, des administrations et des universités aux plus hauts niveaux, ainsi que celle, associée, du « *lobbying d'affaires* ²¹ » toutes situations et activités permettant d'obtenir, à l'échelle du globe, la non-application (et sa justification) des réglementations existantes dans tous les domaines de l'économie et de la finance ²², mais aussi, la fin des politiques de Solidarité, la promotion de l'individualisation des parcours de vie et de la privatisation totale des Biens Communs et Services Publics.

²⁰ Le mot n'est pas trop fort pour décrire le processus d'accumulation permettant à des populations de constituer de véritables patrimoines financiers qui les tiennent à distance, ainsi que leurs familles, des aléas de la vie. Ces populations qui n'hésitent jamais à justifier la remise en cause de tous les acquis sociaux pour conserver les leurs, sont abonnées aux revenus à 6 chiffres souvent obtenus par le cumul (non autorisé) de fonctions dans les secteurs publics et privés, ou par le cumul des revenus dans différentes niches de la haute administration, ou enfin par le passage de fonctions de direction du public au privé que leurs réseaux facilitent.

²¹ Bernard Sionneau, « Le lobbying d'affaires (corporate lobbying) aux Etats-Unis : une histoire d'interprétation et d'intérêts mieux représentés que d'autres », <https://worldissuesandservices.org/2019/02/05/12-le-lobbying-daffaires-corporate-lobbying-aux-etats-unis-et-dans-lunion-europeenne-un-cancer-banalise-de-la-democratie-representative/> .

²² Cf. Simon Johnson, "If the IMF's staff could speak freely about the U.S., it would tell us what it tells all countries in this situation: recovery will fail unless we break the financial oligarchy that is blocking essential reform. And if we are to prevent a true depression, we're running out of time", in "The Quiet Coup", *The Atlantic Monthly*, May 2009 (accès au 20/04/ 2016) <http://www.theatlantic.com/magazine/archive/2009/05/the-quiet-coup/307364/> .